

ÉCONOMIE • HIGH TECH

Amazon et Microsoft refusent la reconnaissance faciale à la police

Des organisations non gouvernementales et des employés d'Amazon exigent depuis quelque temps que la multinationale cesse de vendre sa technologie au gouvernement.

Le Monde avec AFP et AP • Publié le 11 juin 2020 à 00h48 - Mis à jour le 11 juin 2020 à 21h03



Masque dénonçant la reconnaissance faciale, à Londres, le 16 mai. KIRSTY WIGGLESWORTH / AP

Amazon a annoncé, mercredi 10 juin, interdire pendant un an à la police d'utiliser son logiciel de reconnaissance faciale Rekognition, dans un contexte de manifestations contre les violences policières et le racisme aux Etats-Unis depuis deux semaines. Jeudi, Microsoft a suivi le mouvement en refusant de vendre de tels services « *tant qu'il n'y aura pas de législation fédérale solide fondée sur les droits humains* ».

« *Nous prôtons des réglementations plus strictes des gouvernements sur le recours éthique aux technologies de reconnaissance faciale, et le Congrès semble prêt à relever le défi* », avait affirmé Amazon dans un communiqué.

Lire aussi | « De plus en plus d'entreprises de high-tech prennent position sur le racisme qui empoisonne la société américaine depuis deux siècles »

Risque de cibler les minorités

L'annonce d'Amazon intervient un jour après qu'IBM a annoncé se retirer du secteur de la reconnaissance faciale – cette entreprise étant préoccupée par la façon dont la technologie peut être utilisée pour la surveillance de masse et le profilage racial.

Des groupes de défense des droits civiques et les propres employés d'Amazon ont poussé l'entreprise à cesser de vendre sa technologie aux agences gouvernementales, affirmant qu'elle pourrait être utilisée pour envahir la vie privée et cibler les minorités.

Lire aussi | [Avec les objecteurs de conscience de la « tech »](#)

Lors d'un discours à Bruxelles en janvier, Sundar Pichai, le patron de Google, avait expliqué que sa société ne fournirait pas de service clé en main de reconnaissance faciale tant que des règles et garde-fous ne seraient pas mis en place par les autorités.

L'annonce de Microsoft suit donc cette tendance. *« Ces deux dernières années, nous nous sommes concentrés sur le développement et la mise en œuvre de principes solides pour nous aider dans l'usage de la reconnaissance faciale, et nous n'avons cessé de demander une régulation gouvernementale forte »*, a insisté jeudi Brad Smith, un haut responsable de Microsoft, lors d'une table ronde organisée par le Washington Post.

Registre des exactions policières

La Chambre des représentants, à majorité démocrate, a présenté lundi une loi qui vise à *« changer la culture »* au sein des forces de l'ordre des Etats-Unis. Elle entend notamment créer un registre national pour les policiers commettant des exactions, faciliter les poursuites judiciaires contre les agents et repenser leur recrutement et formation. *« Nous espérons que ce moratoire d'un an donnera au Congrès suffisamment de temps pour mettre en place des règles appropriées »*, a ajouté Amazon dans son communiqué, mercredi.

Des organisations, comme la puissante American Civil Liberties Union (ACLU), appellent depuis deux ans Amazon à cesser de fournir sa technologie de reconnaissance faciale aux forces de l'ordre.

Lire aussi | [A Cannes, des tests pour détecter automatiquement par caméras le port du masque](#)

La pression est montée d'un cran mardi, quand des associations de lutte contre les inégalités raciales ont exhorté Amazon à cesser toute collaboration technologique avec la police américaine. Dans leur pétition mise en ligne, elles accusent le groupe de Seattle (Etat de Washington) *« d'alimenter et de profiter de l'injustice systématique, des inégalités et des violences contre les communautés noires »*.

« Amazon a longtemps cherché à être la colonne vertébrale technologique de la police et de l'ICE [police de l'immigration] en promouvant activement Amazon Web Services [cloud], son logiciel de reconnaissance faciale [Rekognition] et ses caméras de surveillance [Ring] », a élaboré Athena, un collectif d'associations qui interpelle le groupe sur les impacts négatifs de ses diverses activités.

Accès aux caméras des particuliers

Les caméras Ring servent à assurer la sécurité des particuliers, mais leurs propriétaires peuvent donner s'ils le souhaitent accès à cette surveillance vidéo à la police.

« Il aura fallu deux ans à Amazon pour en arriver là, mais nous sommes heureux que l'entreprise ait enfin reconnu les dangers que pose la reconnaissance faciale pour les personnes de couleur, ainsi qu'en matière de droits civils en général », a réagi mercredi Nicole Ozer, directrice des technologies et libertés pour une branche californienne de l'ACLU.

Elle voudrait que la multinationale cesse aussi de vendre les caméras Ring « *qui alimentent les interventions policières excessives contre les personnes de couleur* ».

Le Monde avec AFP et AP